

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Le contexte du voyage de Giscard en URSS

**C**OMMENTANT le contexte international dans lequel s'effectue le voyage de Giscard en URSS, l'Humanité du 28 avril écrit : « En Europe, les relations est-ouest maintiennent le cap sur la détente, mais les questions du désarmement n'ont pas avancé d'un pouce, les dangers augmentent avec le renforcement des arsenaux et des effectifs du Pentagone et des états-majors de l'OTAN. L'URSS est engagée à fond, poursuit l'article, dans des traités et des négociations qui visent à limiter la course aux armements ou même à la réduire dans certaines directions (stratégiques par exemple) ou certaines régions (Europe entre autres) ».

Or, le jour même, on apprenait (voir notre article) que les Soviétiques, et cela pour la première fois depuis dix ans, installaient en Allemagne Orientale des missiles nucléaires d'un nouveau type à court rayon d'action. C'est-à-dire des armes nucléaires dont la seule cible pourrait être les pays d'Europe de l'Ouest.

On sait d'autre part, et contrairement à ce que dit l'Humanité, que les forces américaines sont en réduction et non en augmentation en Europe. Pour la seule année 1978, deux divisions américaines stationnées en RFA ont été retirées et non remplacées. On sait également que Carter a refusé de déployer en Europe le nouveau missile Cruise ainsi que les armes à neutrons. C'est donc présenter les choses totalement à l'envers que de faire reposer aujourd'hui sur l'OTAN la responsabilité principale d'une course aux armements en Europe qui n'a jamais atteint un tel niveau.

Chacun de son côté, Giscard comme Brejnev, sait de quoi il retourne : ce n'est pas dans un contexte de détente que va s'effectuer cette visite et encore moins dans un contexte de renforcement du potentiel militaire de l'OTAN comparé à celui du Pacte de Varsovie. C'est dans une situation où le danger d'un conflit centré sur l'Europe se précise et où les artisans de cette menace se trouvent être ceux à qui Giscard va rendre visite.

Quoi qu'il se dise entre Giscard et Brejnev, on sait d'avance que ce sur quoi porteront tous les communiqués officiels et les articles de la grande presse seront les « indispensables progrès de la détente ».

Les réserves du gouvernement français vis-à-vis des parodies de conférences sur le désarmement, aussi bien à Vienne (plus de 500 réunions en trois ans sans le moindre résultat) que les négociations Salt (qui n'ont jusqu'ici abouti qu'à déséquilibrer le rapport de force nucléaire en faveur de l'URSS), les déclarations de Giscard sur la défense et les exercices et manœuvres militaires en France ne doivent pas nous faire oublier que la politique du gouvernement français est, sur le fond, capitulaire et munichoise. Tout est fait, de sa part, pour masquer la réalité du danger en Europe. Tout est fait surtout pour éviter une réelle mobilisation du peuple.

Or, l'histoire a largement prouvé que personne d'autre que le peuple, mobilisé et armé, ne peut espérer défendre l'indépendance du pays en cas d'agression.

Renouvelant ainsi l'expérience de Daladier qui avait signé avec Hitler, en 1938, « un accord de paix pour une génération », Giscard ne va pas manquer de faire de grandes déclarations sur la « coopération franco-soviétique ». Il sera d'ailleurs encouragé en cela par la quasi-totalité des partis bourgeois qui partagent largement son attitude d'apaisement vis-à-vis de Moscou.

Une nouvelle fois, si cela était nécessaire, il sera démontré que la classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même et sur son parti pour garantir l'indépendance nationale.

Serge FOREST

# Nouveaux missiles russes pointés sur nous

**L**E nouveau déploiement de forces soviétiques tournées vers l'Europe intervient au moment où Giscard se rend à Moscou et où d'importantes manœuvres militaires se déroulent ou se terminent en France. Dans ces circonstances, les discours sur la détente sonnent bien souvent faux. La réalité c'est l'intensification des préparatifs de guerre.

Voir page 3



## Les travailleurs de LMT et Ericsson interviennent au siège de la Thomson

Correspondance

**M**ERCREDI 25 avril, à l'appel des syndicats CGT et CFDT, une centaine de travailleurs de LMT et de Ericsson installations s'étaient rassemblés devant le siège de la Thomson, boulevard Haussmann, à Paris. Ils étaient venus affirmer leur refus de faire les frais de la restructuration en cours dans la téléphonie et, en particulier, de la récente fusion entre LMT et Ericsson dans une même société, LMT-Thomson-CSF. Malgré les dires des patrons, il n'y a rien de bon à attendre de cette opération pour les travailleurs.

Devant le refus de recevoir une délégation, les travailleurs ont pénétré à l'intérieur du siège, et ce, malgré l'opposition « active » des individus présents à l'entrée pour leur en interdire l'accès.

Refusant de céder au chantage : « On reçoit une délégation si vous évacuez le hall », les travailleurs sont montés dans les étages, passant outre les mêmes individus qui, cette fois-ci, barraient l'escalier, afin d'aller trouver eux-mêmes la direction. Celle-ci envoyait aussitôt quelques sous-fifres pour discuter avec une délégation

mais en acceptant la présence de tous dans le hall.

S'entendant dire uniquement : « Je note et je transmettrai », la délégation ressortait au bout de quelques minutes et les travailleurs décidaient de remonter dans les étages. Après un tour des bureaux, ils réussissaient à mettre la main sur le directeur financier de la Thomson. Celui-ci, visiblement assez surpris de cette irruption dans son luxueux bureau, déclara, bien sûr, ne rien savoir de précis sur les licenciements dans la téléphonie ; il dut néanmoins subir pendant un certain moment la colère et les lazzi des travailleurs présents.

Voyant la situation s'éterniser, la direction des affaires sociales (sic!) de Thomson venait finalement discuter (fonction oblige!) avec les travailleurs présents.

Reprenant le sempiternel : « Rien de précis sur d'éventuels licenciements », il a toutefois lâché que la Thomson ne garantissait absolument pas le maintien de l'emploi et que — théoriquement — (traduisez : s'ils n'étaient pas obligés de manœuvrer de peur d'une riposte trop massive des travailleurs), il devrait y avoir actuellement plus de licenciements que ce qui se passe.

Après cela, les travailleurs sont redescendus et se sont dispersés, assez satisfaits de l'action qu'ils avaient menée.

Au total, et malgré la faible mobilisation, une intervention positive qui aura permis aux travailleurs d'exprimer leur

combativité... et aux patrons de la sentir.

Ceux-ci ont vu que même en étant peu nombreux, nous étions déterminés à nous battre. La prochaine fois, nous serons un plus grand nombre et nous frapperons plus fort !

*Troupes vietnamiennes  
hors du Kampuchea (Cambodge)  
Soutien à la guerre de  
résistance du peuple du Kampuchea*

**Manifestation**  
Métro La Motte-Piquet Grenelle  
Le samedi 28 avril à 10h

A l'appel du  
Comité des Patriotes du Kampuchea  
démocratique en France, soutenue  
par une trentaine d'organisations  
françaises et étrangères



Berlin-Est la relève de la garde. Aujourd'hui on assiste à un raidissement du gouvernement est-allemand qui s'effraie de la monnaie du mécontentement populaire en RDA.

## Durcissement de l'Allemagne de l'Est

**C** OUP sur coup, en moins d'un mois, les autorités est-allemandes viennent de prendre plusieurs mesures qui marquent un net durcissement face à l'opposition intérieure et sur la question des relations inter-allemandes.

Le gouvernement a sévèrement réglementé l'utilisation du mark-ouest en RDA et porté ainsi un coup de frein au commerce florissant des intershops (magasins où n'étaient acceptées que les devises occidentales).

Une semaine après Pâques, il réglementait le travail des journalistes occidentaux, obligeant ceux-ci à demander une autorisation préalable pour la moindre interview et pour le moindre déplacement.

Dans le même temps, il renforçait la surveillance autour du principal oppo-

sant est-allemand, le professeur Havemann, qui est maintenant incarcéré chez lui et ne peut plus du tout sortir.

Un autre « dissident », jusque là toléré, l'écrivain Stefan Heym, s'est vu pour la première fois interdire d'aller à l'Ouest.

Enfin, la presse est-allemande vient de critiquer le projet d'installation d'un dépôt de déchets atomiques à Gorleben, en Allemagne de l'Ouest, tout près de la frontière, prétextant que la sécurité d'une partie du territoire est-allemand était menacée (cela ne manque

pas de piquant, un dépôt analogue existe à Barterleben, en RDA, tout près de la frontière occidentale).

### POURQUOI ?

Toutes ces mesures vont dans le sens d'un raidissement du gouvernement est-allemand qui s'effraie de la montée du mécontentement populaire en RDA — mécontentement qu'il essaie de mettre sur le compte de la « subversion occidentale ». Sans doute ce raidissement est-il aussi une concession des autorités est-allemandes au Kremlin, fort critique depuis plusieurs mois à l'égard de la politique inter-allemande et du « libéralisme » de Honecker envers l'opposition.

Jean SHUBERT

En soutien aux milices de droite libanaises

## Les chars israéliens ont de nouveau passé la frontière

**L** ES blindés israéliens sont entrés mardi soir au Sud-Liban. Depuis dimanche, déjà de violents bombardements aériens contre les camps de réfugiés palestiniens avaient été combinés avec des attaques maritimes menées par des vedettes israéliennes sur la côte entre Tyr et Saïda. Une attaque maritime menée dimanche soir contre le camp de réfugiés de Nahr-el-Bared avait d'ailleurs été repoussée par les forces de défense du camp.

Lundi et mardi, l'artillerie sioniste, aidée par l'artillerie des milices de droite libanaise, a partir des enclaves qu'elles viennent de décréter « indépendantes », concentré un très violent feu sur les villages côtiers

libanais et sur les camps palestiniens, Nabathie, notamment, était pilonné pendant plusieurs heures.

C'est tard dans la soirée de mardi qu'une colonne de blindés israéliens a franchi la frontière en provenance de Metoulla pour se diriger vers les enclaves de Murjayoun et Deir Mimas. Il s'agit là d'un nouveau pas après la déclaration de sécession du commandant Haddad, dont il était visible dès le début qu'elle était une opération téléguidée par les sionistes. La présence des chars israéliens au côté des milices de droite indique à l'évidence que les sionistes sont bien décidés à s'opposer par la force à la reprise en main de ces territoires par le gouvernement libanais et son armée. Il

s'agit là en fait, sous forme déguisée, d'une annexion pure et simple.

Les populations du Sud-Liban ont — une nouvelle fois — recommencé un exode face à la menace que représente l'installation dans la région des milices de droite.

Haddad a en effet adressé un ultimatum aux habitants de villages proches de ses enclaves, en leur intimant l'ordre de se rallier à son « Etat du Liban libre ».

Le gouvernement égyptien, pour sa part, a vivement condamné les raids israéliens sur le Liban et les camps palestiniens, disant qu'ils pourraient avoir des conséquences très négatives sur l'avenir de l'accord Sadate-Begin.

S.F.

### ARGENTINE

## 20 dirigeants syndicalistes arrêtés

**V** INGT syndicalistes argentins ont été arrêtés lundi à la suite d'une convocation au Ministère du Travail. Ces dirigeants sont membres de la « Commission des 25 », la centrale syndicale qui a appelé à une journée de grève générale vendredi prochain ce qui ne s'est encore jamais produit sous la dictature de Videla au pouvoir.

Le droit de grève est suspendu en Argentine. Selon les lois en vigueur actuellement, tout travailleur peut être licencié sans indemnisation pour avoir effectué ou incité à un arrêt total ou partiel de la production. L'incitation à la grève est considérée comme un délit qui

peut être sanctionné par des peines allant de deux à quatre ans de prison.

C'est pourquoi, afin d'éviter la répression, la « Commission des 25 » a officiellement appelé à une « journée de protestation nationale » et non ouvertement à la grève. Depuis l'annonce de cet appel, le gouvernement militaire n'a cessé d'exercer des pressions sur la centrale syndicale pour qu'elle le remette en cause. Lundi dernier, les dirigeants étaient convoqués par le ministre du Travail. Ayant confirmé le maintien de leur appel, ils ont été emmenés à la suite de leur convocation dans des cars de police vers une destination aujourd'hui inconnue.

L'appel à cette journée d'action s'est fait à partir

d'une plate-forme en dix points. Elle réclame une augmentation des salaires, le rétablissement de la législation antérieure au coup d'Etat en ce qui concerne l'activité syndicale, les œuvres sociales, les conventions collectives, etc. Elle exige également la libération des détenus et l'ouverture d'une enquête sur les milliers de disparus.

Cette journée n'a pas seulement un but revendicatif, mais aussi politique. La Commission des 25 remet en cause toute la politique menée par la dictature depuis 1976, notamment la politique économique qui a conduit à la ruine de l'économie nationale au profit des multinationales.

ELG

### TCHÉCOSLOVAQUIE

#### Quel socialisme ?

## Les conceptions de Jaroslav Sabata

**E** N prison depuis le 1er octobre 1978 — après y avoir passé déjà cinq ans — Jaroslav Sabata n'a pas renié l'idéal socialiste qui l'avait fait adhérer au Parti communiste de Tchécoslovaquie en 1948. Mais quel socialisme ?

Déjà en 1978, Jaroslav Sabata avait pris nettement position contre un régime imposé « à la force des baïonnettes soviétiques ».

Un manifeste publié en avril 1978 et co-signé par une vingtaine de personnes, dont Jaroslav Sabata, précise la critique du régime actuel en se référant au premier programme du Parti

social-démocrate tchèque fondé le 7 avril 1878.

Ses signataires « affirment leur allégeance aux traditions du mouvement ouvrier et socialiste originel. Le Parti communiste, parti au pouvoir dans notre pays, prétend lui aussi y adhérer. Mais le régime actuel n'honore pas bien des principes formulés par les pionniers de ce mouvement ».

Ce document indique entre autres :

« Il est vrai que la majeure partie des moyens de production a été nationalisée (à partir du décret présidentiel sur les nationalisations du 28 octobre 1945), mais il est douteux que les fruits du travail soient utilisés pour le bien commun et que les systèmes actuels de rémunération soient justes ».

« Les principes de l'é-

gilité et de la justice ont été largement abandonnés en faveur d'une politique qui consiste, dans tous les secteurs de la vie économique et sociale, à pourvoir les postes dirigeants essentiellement avec des membres du Parti communiste. Cela signifie que les critères de nomination aux postes de responsables ne sont généralement pas les connaissances, les aptitudes et les qualités morales du postulant, mais sa servilité, son absence de scrupules et les appuis dont il dispose. A l'heure actuelle, bien des travailleurs ne considèrent plus le Parti communiste de Tchécoslovaquie comme un parti ouvrier, mais comme un parti de « seigneurs ».

Le document dénonce également l'étouffement des libertés, la corruption de la justice et le système électoral et oppose ces pratiques au programme socialiste de 1878.

Ses signataires ajoutent :

« Bien des objectifs de

ce programme ont été atteints et même dépassés depuis longtemps. Mais ce n'est pas le cas de tous. Et nous estimons que c'est notre tâche de veiller à ce qu'ils soient atteints... En tant que socialistes et que démocrates, nous nous sentons responsables personnellement de la réalisation de ces principes ».

Tel est le sens du combat de Jaroslav Sabata, ancien membre du Comité central du Parti communiste et de ses compagnons. Et c'est ce combat que Husak veut empêcher en jetant des militants comme Sabata en prison !

Il faut exiger la libération de Jaroslav Sabata !

Jean SCHUBERT

\* Texte intégral du Manifeste « Cent ans de socialisme tchèque » dans les Cahiers Listy, organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque, édition française, No 8.

### URSS

## Déjà plusieurs graves accidents dans le nucléaire

**P** OUR la première fois, un officiel soviétique a reconnu qu'il y avait déjà eu de graves accidents dans les centrales nucléaires soviétiques. Neporojnik, ministre de l'électrification et de l'énergie, a évoqué devant des parlementaires américains deux de ces accidents : une explosion dans une centrale et une émission de rayons radio-actifs dans une autre. Il a aussi reconnu qu'il y avait déjà eu plusieurs incendies dans d'autres centrales.

Comme à l'Ouest, et — d'après ce que l'on peut savoir, encore plus — l'URSS fait passer la rentabilité du nucléaire avant la sécurité des gens.

JS

## Afghanistan : anniversaire difficile

**A** QUELQUES jours du premier anniversaire de la prise du pouvoir en Afghanistan par Taraki avec l'appui des Soviétiques, une partie de la garnison de Jalalabad, ville située dans l'Est du pays, s'est mutinée en assiégeant les troupes restées fidèles au pouvoir central. Les mutins auraient tué plusieurs officiers et pris en otage des conseillers soviétiques. Par ailleurs, l'une des plus importantes tribus d'Afghanistan, celle des Mohmand, vient de se révolter, prenant le contrôle de deux secteurs de la même région de Jalalabad. Des rebelles musulmans venus soutenir la garnison révoltée convergeraient vers la ville.

H8



A l'heure de la visite de Giscard au Kremlin

# Moscou déploie des missiles nucléaires en Allemagne de l'Est

## Manœuvres dans l'Ouest

# Un scénario crédible

**D**U 21 au 26 avril se sont déroulées en Vendée et dans l'Ouest, des manœuvres faisant intervenir les trois armées. Le thème en a été la mise en échec d'opération de sabotage et de conquête d'une partie du territoire français qui constitue l'arrière des opérations en cas de guerre.

Des révélations récentes des experts français montrent qu'un tel scénario est parfaitement dans l'ordre des choses que préparent les dirigeants soviétiques. Les révélations et certaines mesures des militaires français contrastent avec l'affirmation du pouvoir sur le fait que l'axe de la paix passe par Moscou.

Du samedi 21 au jeudi 26 ont eu lieu de nouvelles manœuvres militaires baptisées « *Exentia* ». Les plus importantes depuis la dernière guerre mondiale par les effectifs mis en jeu (16 000 hommes), ces manœuvres faisaient concourir les trois armes : l'armée de terre, la marine et l'aviation. Comme lors des précédentes, des réservistes y participèrent au nombre de 900 environ.

temps ou en même temps que les opérations de sabotage. L'hypothèse envisagée est loin d'être gratuite. Particulièrement si l'on considère que l'impérialisme soviétique, très agressif, s'est doté d'un puissant et très perfectionné dispositif d'intervention militaire à l'extérieur de ses bases, dispositif basé sur des unités blindées aéroportées en particulier. En cas d'agression de l'URSS en Europe, la France occupe une position d'arrière de grande importance. Bien que le front principal d'une agression soit sans conteste sur la frontière nord-est, l'URSS pourrait également tenter de paralyser cet arrière que constitue le territoire français indispensable pour le transport des troupes.

### REPOUDRE A DES COMMANDOS DE SABOTAGE

Chaque manœuvre est construite autour d'un scénario. Cette fois sont aux prises « l'Etat jaune », l'agresseur, qui après de graves incidents infiltre des commandos, fait sauter des raffineries, des centres de distribution de l'électricité, des gares, des ponts, des bâtiments administratifs. Ensuite, cet ennemi déclenche une vaste opération parachutée et un débarquement. Pour l'« Etat vert » qui se défend, il s'agit de rejeter rapidement à la mer l'agresseur par les moyens classiques.

### LA POURSUITE ET L'ORGANISATION DE LA GUERRE

Intervenir sur les arrières et plus précisément sur la côte atlantique permettrait aussi de couper l'Europe des USA. Enfin, cela contribuerait à fixer des troupes loin de l'axe principal d'une offensive de l'URSS.

### LE CONTRASTE ENTRE LA DIPLOMATIE ET LE MILITAIRE

Ces manœuvres tiennent donc compte de la menace que constitue la superpuissance soviétique et des opérations qu'elle pourrait entreprendre depuis ses bases du nord de l'Europe (presqu'île de Kola) pour prendre notre pays à revers.

Sans se faire d'illusion sur l'efficacité des mesures qu'ils peuvent prendre, il faut noter que les responsables militaires français sont parfaitement conscients de la menace que constitue la politique de l'URSS. Le fait que sur le terrain ils tiennent compte de cette réalité contraste avec les déclarations apaisantes de la diplomatie française vis-à-vis des dirigeants de l'URSS, avec l'affirmation souvent répétée par les responsables gouvernementaux et de certains partis (RPR, PS) selon laquelle l'axe de la politique étrangère française serait de tout faire pour rester en bonne relation avec l'URSS.

Henri MAZERAU

### LA POSSIBLE INTERVENTION SUR LES COTES OUEST

Le second volet de celles-ci est de mettre en échec la conquête de l'éventuel agresseur envisagerait d'entreprendre dans un second

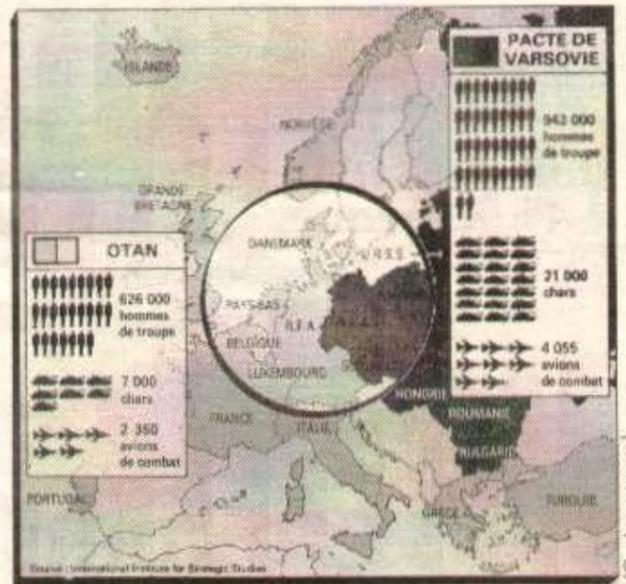
**A**LORS que Giscard doit arriver jeudi soir à Moscou pour parler, semble-t-il, beaucoup du « désarmement en Europe » et alors que les accords Salt II sur la limitation des armements stratégiques entre USA et URSS sont annoncés, pour la 20e fois, comme devant être signés de façon imminente, on apprend de source officielle américaine que l'Union soviétique vient de déployer, en Allemagne de l'Est, un nouveau missile nucléaire. Ce missile, baptisé SS 21, est le premier missile nucléaire déployé par l'URSS depuis plus de 10 ans dans un pays d'Europe de l'Est. Il s'agit d'une arme à moyenne portée, de l'ordre de 120 kilomètres, porteuse d'une tête

nucléaire de 25 kilotonnes (plus d'Hiroshima) et entrant dans la catégorie des armes « tactiques ».

De part sa localisation (RDA) et sa portée, ce missile est conçu pour être utilisé, concurremment avec les missiles de plus longue portée basés en URSS, en direction de l'Europe occidentale.

Ce missile faisait partie de l'arsenal nucléaire soviétique depuis deux ans. Son déploiement à la limite occidentale de l'Europe de l'Est marque une nouvelle étape très grave dans la course aux armements en Europe, course dans laquelle le Pacte de Varsovie dispose déjà d'une nette supériorité du point de vue des troupes et des armements conventionnels.

S. F.



## ARMEE

# Fin des manœuvres Gentiane; le PCF intervient

Correspondant Annecy

**L**ES manœuvres qui clôturent traditionnellement l'entraînement hivernal de la 27e division alpine se sont terminées par un important défilé militaire à Annecy, préfecture de la Haute-Savoie. Cette année, le but de cette manœuvre était dans l'hypothèse d'une action de commando où l'ennemi serait parvenu à prendre le contrôle des axes routiers menant au tunnel du Mont Blanc, de se débarrasser des troupes aéroportées infiltrées et de reconquérir la région.

Il s'agissait donc de mener une contre-attaque d'envergure, en cas d'attaque surprise, de manière à rester maître de l'axe Lyon-Turin qui contrôle le passage entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud.

### DES FORCES ENGAGEES CONSIDERABLES

Les forces engagées étaient très importantes puisqu'on notait, outre la présence des bataillons alpins, la participation de forces régulières de l'armée de terre, des hélicoptères de la base aérienne du Bourget, des détachements de la gendarmerie et, innovation de taille, du 22e bataillon de montagne allemand. De plus, des observateurs canadiens, espagnols, italiens et belges ont suivi ces manœuvres.

La prise d'armes qui se déroulait à Annecy a été marquée par une intervention du PCF qui a diffusé un tract : « Pas de bottes allemandes dans le département des Glières ». La présence d'un bataillon allemand était qualifiée

de « provocation », de conséquence de la « politique giscardienne d'intégration européenne sous domination allemande et américaine ».

De plus, deux conseillers généraux du PCF ont adressé au préfet et au conseil général une lettre de protestation demandant qu'il soit « mis fin à la présence de ces troupes étrangères sur notre sol ».

### QUELQUES REMARQUES

Ces interventions qui, soit dit en passant, n'ont pas été empêchées par les barbouzes des Renseignements généraux et de la Sécurité militaire qui pullulaient sur place, appellent un certain nombre de remarques. Tout d'abord, on est en droit de s'interroger sur l'honnêteté intellectuelle des auteurs de cette déclaration dans la mesure où les dirigeants locaux du PCF ont oublié de dire : « La participation du 22e allemand ne faisait que suivre d'un an la visite des chasseurs alpins français en Bavière ! ».

Le procédé est peu glorieux mais il permet de faire diversion sur le « péril allemand » alors que des dizaines de milliers de militaires français stationnent en permanence sur le sol allemand.

Il est curieux également de constater que le PCF, si discret d'habitude quand il s'agit de mettre en cause l'armée bourgeoise et si prompt à compter sur le gaullisme sans faille des officiers, intervienne à l'issue d'une manœuvre dont le but est de contrer une opération ennemie per-

mettant de « verrouiller » les Alpes.

Cela justement à une heure où l'URSS met l'accent sur des groupes d'intervention chargés de désorganiser l'adversaire sur ses arrières de façon à opérer une attaque massive. 800 de ces groupes existaient déjà dont 150 auraient reçu un traitement spécial pour intervenir en France !

### LA POPULATION S'EST REFUSÉE A LA XÉNOPHOBIE

Enfin, il est fort intéressant de noter les réactions des civils pendant le défilé : l'intervention du PCF s'est manifestement soldée par un échec politique alors qu'il était facile de jouer sur la corde sensible : appeler à la lutte contre les revanchards allemands dans un département où la barbarie nazie a été telle que toute personne qui oserait se réclamer du fascisme risquerait d'y laisser des plumes. La population locale s'est refusée de suivre les appels à la xénophobie, mais était dans l'ensemble unanime à considérer que le PCF était en retard d'une guerre !

Le PCF aurait sans doute gagné plus de sympathie à distribuer des tracts aux soldats pour la reconnaissance de leurs droits élémentaires ou de dénonciation du régime giscardien qui se refuse à associer le peuple aux exercices de défense passive et trompe les gens avec le mythe de la détente à une heure où le déséquilibre des forces en Europe n'a jamais été aussi inquiétant. Mais de cela, il n'était dit mot !



L'HUMANITE ROUGE - vendredi 27 avril 1979

# Longwy : l'aciérie en grève

**D**ÉPUIS mardi, les 600 travailleurs de l'aciérie de Longwy se sont mis en grève. Ils s'opposent à la décision de la direction de supprimer une équipe. Les équipes seraient ainsi réduites de quatre à trois. Les travailleurs de la quatrième équipe seraient répartis dans les trois autres. Cette décision de la direction, qui, dans un premier temps, se traduirait par une surcharge de travail et une prolongation de temps de présence à l'usine (environ 12 h) est un premier pas vers le démantèlement des installations... et donc des licenciements.

Le but de la direction est d'arriver à faire fonctionner les installations en continu avant l'arrêt définitif. Il semble que les travailleurs soient bien décidés à faire face à ce début de réalisation du plan patronal. Ils s'attaquent ainsi aux licenciements. Depuis leur annonce, c'est la première fois que l'action des travailleurs se trouve engagée dans l'entreprise à Longwy. Il est encore trop tôt pour porter un jugement sur l'évolution de la lutte à l'aciérie. Mais ce qui est sûr, c'est qu'elle aura rapidement besoin de s'étendre à l'ensemble des travailleurs car elle a en face d'elle le plan de restructuration du patronat.

## Les syndicats soviétiques invités en France par la CGT

### Comment peut-on parler de « démocratie socialiste en URSS » ?

**A**LEXIS Chibaev, président des syndicats soviétiques, déclare à qui veut l'entendre que les syndicats contribuent en URSS à développer la « démocratie socialiste ». Mais en quoi les travailleurs participent-ils au pouvoir en URSS ?

On sait comment se font les élections en URSS. Le candidat unique, qu'il soit ou non membre du parti, n'est jamais choisi par les travailleurs, mais toujours par les autorités. Et si les travailleurs ont le droit de le critiquer, en théorie — en pratique, ces critiques, d'ailleurs rares, ne peuvent concerner que des points mineurs.

Le droit de critique, certes, est inscrit dans la Constitution et le XXVe congrès du parti avant adopté une résolution pour le développer. Mais dans les faits, qu'en est-il ?

Un simple exemple : le 17 juillet 1977, quatre travailleurs soviétiques ont été au comité central du parti pour y déposer une plainte — c'est le droit, comme c'est le devoir de tout organisme du parti et de l'Etat de prendre note de la critique et d'y répondre. Mais on a arrêté ces quatre travailleurs et on leur a fait signer un engagement de ne plus venir déposer de plainte. Et cela se passait dans le bâtiment du comité central !

Et ce serait ça, la « démocratie socialiste » ?

Comme ce serait aussi de tirer sur des ouvriers qui manifestent contre des augmentations de prix, comme cela a eu lieu à Novotcherkassk, à Riga, à Karhovo et dans d'autres villes ?

Lisez donc ce témoignage sur ce qui s'est passé à Novotcherkassk le 2 juin 1962 : « Une manifestation avait atteint la place centrale de la ville, où se trouve l'immeuble du comité local du parti qui était gardé par un détachement de

KGB muni d'armes automatiques. Soudain, les hommes du KGB ouvrirent le feu sur la foule. Si l'on en croit les comptes rendus, il y eut au moins sept cents morts. Le couvre-feu et la loi martiale furent décrétés, des soldats et des tanks patrouillèrent sans cesse dans les rues, et toute la région fut bouclée. Tout cela s'accompagna de perquisitions maison par maison, d'arrestations en masse et de jugements à huis clos ».

Et ce témoignage n'est pas celui d'un réactionnaire. C'est celui d'un cadre du parti communiste canadien, John Kolasky qui était sur place.

Un régime où des choses comme cela se passent mérite-t-il le nom de « démocratie socialiste » ? Le mot « fascisme » n'est-il pas plus approprié ?

Jean SCHUBERT

## Journées de solidarité à Dunkerque, Denain et Fameck

Le 29, 30 avril et 13 mai

Organisées par le PCML



# L'expérience de notre délégation du 25 février à Longwy (2)

**U**NE délégation de notre Parti, composée de camarades militants dans des entreprises de la région parisienne et d'Orléans s'était rendue le week-end des 25 et 26 février à Longwy, en solidarité avec les sidérurgistes. Un week-end chargé en événements (l'intervention policière au relais télé du Bois du Châ occupé par des militants CFDT et les manifestations qui ont suivi...)

Voici la suite de l'entretien, dont nous avons publié hier le début, avec un camarade de cette délégation. Les rencontres que notre Parti organise les 29 et 30 avril à Dunkerque et Denain et le 13 mai à Fameck en Lorraine sont dans le prolongement de cette expérience et correspondent à notre volonté de développer concrètement la solidarité avec les sidérurgistes.

HR : Qu'est-ce que tu as ramené de cette délégation à Longwy ?

Une meilleure connaissance de la situation dans la sidérurgie, on a pu apprécier aussi la complexité de la situation au niveau de la lutte contre les licenciements. Cette meilleure connaissance nous permet de mieux expliquer là où on milite ce qui se passe là-bas, de mieux expliquer la solidarité nécessaire avec les sidérurgistes.

La discussion avec les militants CFDT a porté de façon approfondie sur les liens qu'avaient établis les travailleurs, les militants CFDT entre les actions à l'extérieure de l'entreprise et la mobilisation dans les entreprises. C'est un point qui est un peu nouveau, il me semble. On nous a expliqué comment toutes les opérations coup de poing qu'ils avaient menées comme par exemple l'occupation du relais de la télévision ou le SOS emploi ont pu constituer une popularisation efficace, mobiliser les grévistes et faire progresser la lutte.

Avec une situation difficile (25% de participation lors de la première grève), ils ont fait marcher leur imagination. Ils ont pris des initiatives et cela a permis de développer la mobilisation.

HR : Qu'est-ce que tu en as retiré principalement en ce qui te concerne ?

Je travaille dans la téléphonie et il y aura dans les mois qui viennent des problèmes de licenciements extrêmement graves.

Ce que j'ai appris, c'est que même avec une situation difficile, il ne faut pas baisser les bras et qu'il faut prendre des initiatives pour essayer de faire quelque chose. Cela incite à se lancer dans la bagarre.

Ce que j'en ai retiré aussi c'est la nécessité d'unifier les luttes pour l'emploi dans la mesure où on a bien senti que les camarades de Longwy voyaient bien qu'eux tous seuls dans leur coin ne pouvaient pas arriver à longue échéance à faire céder les patrons et le gouvernement.

Leurs initiatives ont permis d'unifier le bassin de Longwy mais quand on les avait rencontrés, ils disaient qu'il fallait que ça déborde le bassin de Longwy, qu'ils ne pouvaient pas se permettre de rester dans leur coin mais qu'il fallait absolument que la mobilisation se développe le plus largement possible. A travers ça, on ressent la nécessité de se coordonner et de se bagarrer ensemble.

J'ai ressenti aussi la nécessité de discuter des formes d'action, d'apprendre

mutuellement les uns les autres de façon à impulser là où interviennent les formes d'action les plus efficaces. Les échanges d'information, ces discussions sont un moyen de faire progresser l'unité.

## Courrier

### Stoléro aux manivelles

**M**ARDI soir, les Dossiers de l'écran présentaient sur Antenne 2 le film italien *La classe ouvrière va au paradis*, suivi d'un débat animé par Joseph Pasteur et préparé par Guy Darbois. Des amis, des camarades m'avaient parlé de ce film mais je n'avais pas eu l'occasion de le voir. Je l'ai donc regardé sur le petit écran. Pour l'essentiel, il montre bien l'exploitation capitaliste des travailleurs soumis aux cadences infernales, leur prise de conscience à la suite d'un accident du travail, le rôle des leaders réformistes et révisionnistes des syndicats : ils freinent la lutte de classe en appelant les travailleurs en colère à ne pas « tomber dans la provocation » d'étudiants qui mettent — de manière peut-être un peu gauchiste — en avant le rôle que joue la classe ouvrière dans notre société. Ces leaders syndicalistes prêchent sans cesse l'ordre, le calme face à la violence de la bourgeoisie qui envoie ses flics pour protéger la propriété capitaliste, les PDG.

A la suite de cet excellent film, où nombre de militants ouvriers ont pu se reconnaître, il y eut donc le débat.

Sur le plateau d'Antenne 2, Monsieur Stoléro, secrétaire d'Etat chargé du Travail manuel, des syndicalistes ouvriers et, bien sûr, des patrons.

Première remarque : la représentation patronale était bien conforme à la classe au pouvoir, pas celle de la classe ouvrière. Il n'y avait aucun travailleur immigré sur le plateau alors qu'ils représentent 20% de la classe ouvrière et que ce sont ces travailleurs, en grande majorité, qui effectuent les travaux les plus sales, les plus pénibles, etc. C'est donc cela l'information objective d'Antenne 2.

Deuxième remarque, la principale : elle porte sur l'appréciation de Monsieur Stoléro qui a trouvé « ce film outrancier », avec des « relents de Mai 1968 ». Nous pouvons dire, sans nous tromper, que ce monsieur appartient à la classe dirigeante, qu'il n'a rien à voir avec la classe ouvrière et qu'à travers de son appréciation du film, il n'a fait qu'insulter les travailleurs soumis aux cadences infernales.

Monsieur Stoléro ferait bien de faire un stage sérieux et de longue durée dans les usines à la chaîne pour connaître les conditions de travail et vivre avec le salaire d'un ouvrier spécialisé, ce qui est bien loin de la paie d'un ministre. Nous pourrions poursuivre mais disons que ce technocrate, ce bureaucrate, n'a nullement le droit de parler des travailleurs manuels car il n'appartient absolument pas à la classe ouvrière.

A. D.

## 23<sup>e</sup> Congrès du PCI

### Parlons-en



Le point de vue de l'Union communiste européenne

Vous pouvez commander cette brochure au journal. Prix : 3 francs.

## ITALIE

### La logique des attaques antichinoises

**I**L existe en Italie un petit groupe, connu sous le sigle PCI(ml). Depuis 1976, ses dirigeants, tout en procédant à des purges massives dans leur organisation, ont repris avec ferveur toutes les attaques du leader albanais Enver Hoxha contre la Chine et contre Mao Zedong. Pour les dirigeants du PCI(ml), Hoxha incarnerait la pureté sans faille du marxisme-léninisme, face aux « révisionnistes chinois »...

Mais, entraîné par la logique des attaques antichinoises et du soutien à tout ce qui attaque la Chine, le PCI(ml) est en train d'évoluer... vers des positions pro-soviétiques inconditionnelles.

Ainsi, à l'occasion du congrès du parti de Berlinguer, la feuille du PCI(ml), Nuova Unità, a critiqué les dirigeants soviétiques pour la tiédeur de leurs critiques envers Berlinguer. Ils « ne font

pas la clarté », écrivait Nuova Unità, « contribuant ainsi à avaliser la dégénérescence berlinguerienne. Et il ne sert à rien, en guise d'avertissement, d'avoir envoyé une délégation qui n'était pas au plus haut niveau ». En un mot, le PCI(ml) aurait souhaité que les émissaires de Brejnev se défendent plus fermement en repoussant mieux les critiques de Berlinguer à l'URSS.

Par ailleurs, Nuova Unità a reproduit récemment un article albanais de soutien au Vietnam contre le Cambodge et la Chine, mais elle en a censuré un passage qui mettait en garde les Vietnamiens contre les Soviétiques.

Comme quoi, des positions albanaises au soutien inconditionnel à l'URSS, il n'y a qu'un pas — et ce petit groupe italien est en train de le franchir. C'est là la logique des attaques contre la Chine.

J.S.

### Raid vietnamien en Thaïlande contre des réfugiés cambodgiens

**S**ELON diverses agences de presse, l'artillerie vietnamienne a fait feu mardi 24 en territoire thaïlandais sur une colonne de réfugiés cambodgiens qui avait traversé la frontière khméro-thaïlandaise pour fuir l'offensive vietnamienne à l'ouest du Cambodge. Plusieurs remarques s'imposent : une nouvelle fois, le Vietnam montre qu'il n'hésite pas à violer l'intégrité territoriale d'un autre pays. Après le Laos, le Cambodge, la Thaïlande peut-être ? Jusqu'où ira-t-il ?

Il n'hésite pas non plus à tirer sur des réfugiés civils, sous prétexte qu'il y a parmi eux des maquisards qui se battent contre l'occupation vietnamienne.

C'est exactement la même logique qui pousse le régime raciste de Rhodésie à lancer des raids de représailles contre des camps de réfugiés zimbabwés au Mozambique, sous prétexte qu'ils abritent aussi des guérilleros.

En tout cas, les attaques verbales de Radio-Hanoï et du régime fantoche pro-vietnamien installé à Phnom Penh, se font très violentes contre la Thaïlande, accusée de « complicité avec la Chine et les Khmers rouges ». Cette propagande ne prépare-t-elle pas une attaque militaire en règle contre les régions frontalières thaïlandaises, pour empêcher les Cambodgiens (paysans et-ou maquisards) de transiter par là, avant de regagner leur pays, plus au Sud ? Les tirs d'artillerie de mardi peuvent le laisser supposer...

Côté thaïlandais, on réaffirme la position de neutralité, tout en déclarant qu'il est humainement difficile d'empêcher des Cambodgiens de passer par la Thaïlande, à moins de tirer dessus. C.L.

### AFFICHEZ L'H.R.



Besnier, Laval. La première distribution de tracts.

Besnier. Nous avons aussi des contacts très utiles avec le syndicat de l'alimentation de la Sarthe et avec d'autres usines.

**Q :** Besnier est un trust agro-alimentaire qui exploite un grand nombre de paysans. Quelle solidarité peut-il exister entre eux et les ouvriers de Besnier ?

**R :** Les contacts avec eux sont difficiles, surtout dans la mesure où ils ne sont pas organisés.

#### DES CONTACTS DIFFICILES

Nous avons informé les syndicats paysans de la création de notre section et le syndicat des Paysans-Travailleurs a été le seul à nous répondre.

**Q :** Y a-t-il des ouvriers-paysans chez Besnier ?

**R :** Oui, un bon nombre. Mais leur double activité est mal comprise par les autres, notamment pour ceux qui ont une certaine surface et dans ce cas, cela peut être justifié. Pour nous, ils peuvent être facteur d'unité avec les paysans.

**Q :** Actuellement, vous en êtes à l'étape d'organiser les travailleurs de l'entreprise. Comment envisagez-vous de poursuivre ce travail ?

**R :** En lançant la section, notre idée était d'avoir un délégué syndical unique pour les sept sociétés de Laval.

Le patron a dès le début contesté la représentation d'André Saffray pour les autres sociétés que la sienne. Et finalement, nous sommes arrivés à l'idée qu'un délégué par société, cela permettrait d'être plus nombreux face au patron, et c'est ce que nous avons commencé à mettre en pratique.

Actuellement, le syndicat n'apparaît pas encore dans l'entreprise comme la force organisée des travailleurs.

#### POUR AGIR ENSEMBLE

Aux yeux de beaucoup, cela se réduit seulement aux délégués et ce n'est pas encore l'organisation des travailleurs dans l'entreprise, c'est eux-mêmes qui se la donneront.

C'est dans ce sens que nous préparons l'élection des délégués du personnel qui doit avoir lieu bientôt. Avec des délégués qui remplissent bien leur rôle en rendant compte des réunions, les travailleurs comprendront réellement le sens de la démarche syndicale. Actuellement, beaucoup d'incertitudes existent pour l'emploi des ouvriers de la buanderie puisque celle-ci doit être transférée à Lisigny-le-Buat (Manche). Nous aurons sans doute à nous mobiliser pour garantir l'emploi de tous.

Le développement du syndicat chez Besnier, cela doit aussi être l'affaire de la classe ouvrière de Laval. Le simple fait d'en parler entre voisins, c'est déjà important. Et si les travailleurs des autres boîtes échangent leurs expériences avec ceux de Besnier, c'est encore mieux.

C'est une bonne chose aussi que l'on parle de nous dans la presse.

### Dans le trust de l'agro-alimentaire Besnier à Laval

## Construction du syndicat face à un patron de choc

**S'**ORGANISER dans les entreprises, en particulier à Laval, où la classe ouvrière est encore jeune puisque le développement industriel de la ville date des années soixante est toujours d'actualité. Mais s'organiser au cœur de l'entreprise Besnier, l'une de ces firmes de l'agro-alimentaire particulièrement choyées par Giscard, pour que le pétrole

vert de l'agriculture de conquête coule à flot dans les coffres-forts, n'est pas chose facile... André Saffray, délégué syndical CFDT de l'entreprise, et Gérard Orrière, secrétaire de l'UD-CFDT de la Mayenne, ont expliqué à notre correspondant comment se reconstruit la section CFDT, chez Besnier, ce patron de choc qui, en 1968, avait licencié toute une section syndicale.

**Q :** Besnier, qu'est-ce que c'est ?

**R :** Besnier, c'est une petite laiterie familiale qui se crée à Laval en 1933. On dit ici que le père Besnier ramassait son lait avec une voiture à lait. Le fils Besnier a succédé au père et, depuis 1965, c'est une société qui connaît un développement très rapide. Un développement à l'américaine, avec des magouilles financières facilitées par la création d'une multitude de sociétés juridiques pour cloisonner tous les secteurs de la société. C'est ainsi que rien qu'à Laval, il n'existe pas moins de sept sociétés : une société anonyme, trois SARI, trois GIE.

Besnier, c'est maintenant une industrie laitière de dimension nationale connue surtout pour son camembert *President*, mais qui produit aussi du beurre, des produits frais, du lait de consommation et de la poudre de lait.

Le groupe Besnier, ce sont 27 usines de transformation et de collecte concentrées de la Normandie à la Touraine, plus une usine en Haute-Garonne. C'est aussi de nombreux centres de commercialisation et un siège social dans la Touraine-Montparnasse à Paris. Ce sont 2 500 salariés et la collecte du lait de 15 à 16 000 producteurs.

#### UNE REPRESSION NOIRE

Et pour les travailleurs, c'est partout une répression noire : le patron tente

d'écraser tous ceux qui relèvent la tête. Dans quelques usines qu'il a rachetées, le syndicat existait avant et il a bien fallu que le patron s'en accommode. Mais il a aussi transféré une usine de l'Orne où le syndicat était trop gênant pour lui. Et l'action syndicale, là où elle est possible, n'a pas permis d'obtenir plus que l'application de la convention collective.

**Q :** Et à Laval ?

**R :** A Laval, Besnier, ce sont 540 salariés répartis entre sept sociétés et très dispersés à tous points de vue, puisqu'il y a beaucoup de chauffeurs et d'employés de bureau en plus des ouvriers de la fabrication (beurrerie et produits frais) et que, par exemple, les horaires d'embauche s'échelonnent le matin de 3 h 30 à 9 h. Mais c'est surtout un patron de combat de triste réputation. Pour lui, qu'un délégué syndical soit nommé dans l'entreprise, et c'est un élément à faire disparaître. C'est sa politique depuis le départ.

**Q :** Les travailleurs de Laval se souviennent du licenciement de tous les syndicalistes après une grève des chauffeurs laitiers en 1968. Créer une section syndicale chez Besnier, il fallait oser le faire...

**R :** La section syndicale a été créée en septembre 1978. Les deux délégués qui ont été désignés (un délégué syndical et un dé-

légué au CE) travaillaient depuis plus de deux ans dans l'entreprise et ils n'étaient pas inactifs. Tous les deux ont d'abord été élus délégués du personnel sans appartenance syndicale et ont déjà eu l'occasion de s'affronter au patron. Mais l'année suivante, l'un des deux n'a pas été réélu à la suite d'une manœuvre du patron (changement d'heure de vote et chantage). L'autre a commencé à recevoir des lettres d'avertissement. C'est là que nous avons créé la section. Tout de suite, les gens nous ont dit : « Bravo, allez-y les gars, il faut foncer ».

#### UNE INITIATIVE BIEN ACCUEILLIE

Autant dire que notre initiative a été bien accueillie. La nécessité du syndicat est bien ressentie, mais le syndicat est compris comme une structure qui va régler les problèmes et pas encore comme une organisation de défense collective. Il faut dire aussi que de son côté le patron ne nous attend pas les bras croisés. Il mobilise certains directeurs pour dénigrer le syndicat, décourager les travailleurs et pourchasser les délégués avec beaucoup d'acharnement. Ainsi, il a licencié l'un des deux délégués après avoir constitué un dossier d'avertissements dus à des retards. Le fait que ce délégué ait craqué sous les pressions et ait dû se mettre en arrêt-maladie pendant plusieurs mois n'a, bien sûr, aucunement attendri le patron qui

l'a licencié le jour même de sa reprise de travail.

Quant à moi, dit André Saffray, après avoir supporté toutes sortes d'intimidations, du chantage et deux mises à pied, j'ai été licencié pour motif économique. Mais mon licenciement a été refusé par l'inspecteur du travail et je suis toujours là. De plus, dès février, nous avons pu désigner deux nouveaux délégués et notre section syndicale se renforce.

**Q :** Quels moyens se donnent la section syndicale pour populariser son action et quel soutien avez-vous reçu ?

**R :** L'union locale nous a beaucoup aidés. A chaque distribution de tracts qu'il fallait faire, le matin de 5 h à 8 h 30, c'est une trentaine de militants qui étaient là, parce qu'il fallait faire nombre pour dissuader le patron de nous repousser. Ils venaient des métaux, de l'agriculture, du bâtiment, de l'administration, etc. Chacun remportait ensuite quelques tracts pour informer les travailleurs de sa boîte. Si ces camarades ont été aussi nombreux à venir, c'est qu'ils ont bien compris tout l'enjeu que pouvait représenter notre implantation dans un fief de la répression.

Le syndicat de l'alimentation nous a aidés aussi sur le plan juridique. Et la fédération de l'alimentation a communiqué tous nos tracts aux CD des départements où il y a une usine

(Photo HR)

CHANTIER NAVAL DE LA CIOTAT

# Après les charrettes de licenciements, le chômage technique menace

**D**E janvier à juin 1978, il y a eu 1 200 licenciements en douceur dans la sous-traitance. En juin 1978, il y a eu 339 pré-retraites et le 5 octobre, la première vague de licenciements a jeté 1 334 travailleurs sur le pavé. Que se passe-t-il aujourd'hui ? Peut-on espérer ?

La situation aux CNC ne va pas en s'arrangeant, bien au contraire. L'illusion de la réparation navale aura duré deux mois en tout. Deux mois pendant lesquels il aura fallu recenser une dizaine d'accidents graves. Les CNC ne sont pas équipés pour la réparation navale et les travailleurs ne sont pas préparés sur les questions de sécurité.

On aura eu l'illusion que le travail reprenait aux chantiers. Les stages de « recyclage » ont été abandonnés aussi rapidement qu'ils avaient été mis en place.

Certains licenciés - ajusteurs, électriciens, tuyautiers - ont été réembauchés avec des contrats d'un à deux mois, à d'autres conditions qu'ils avaient lors du licenciement. Les derniers contrats prennent fin le 5 mai.

A ce sujet, la revendication du comité des licenciés qui demandait un réembauchage définitif et aux conditions antérieures était juste. Les licenciés disaient :

« Accepter l'intérim aujourd'hui pour nous, c'est l'accepter pour ceux qui travailleront encore demain. »

Certains travailleurs des CNC envisagent l'éventualité que les CNC ne gardent que 1 000 à 1 500 travailleurs, le reste passant tout en sous-traitance.

## CHOMAGE TECHNIQUE ?

Les problèmes d'emploi ne diminuent pas d'intensité aux CNC. Dans les bureaux, c'est la panique pour placer les travailleurs. Dans l'immédiat, le secteur coque (charpentiers fer) semble être le plus menacé.

On parle à : 430 travailleurs mis au chômage technique à la fin du mois d'avril. Le chômage technique signifie avoir 43 % du salaire pour vivre. La plupart des travailleurs, dans ces conditions, préféreraient être licenciés.

Il manque 1 000 000 heures de travail au plan de charge de 1979. Les deux bateaux polonais, s'ils sont entrepris, le seront en 1980.

Il reste en tout et pour tout : 2 méthaniers pour les actionnaires dont un va partir aux essais ; un cargo (le 310) qui avance à pas de géants ; une barge et un petit navire marocain en réparation.

Les propositions syndicales, en ce qui concerne les revendications, sont les suivantes : pré-retraite à 55 ans et 35 heures par semaine sans perte de salaire. Ce sont aussi les propositions du PCML mises en avant depuis septembre 1978 à La Ciotat.

En ce moment, les chefs sont doux comme des agneaux. La maîtrise, l'étude, les bureaux de fabrication, l'informatique commencent à bouger, ce qui tendrait à confirmer que le chômage technique n'est pas seulement un bruit qui court.

Tout ceci nous amène à poser quelques questions : - L'unité, absolument nécessaire, va-t-elle enfin se réaliser et comment ? - D'Huart, le patron, va-t-il lâcher des listes de noms pour diviser les travailleurs ? - Va-t-on accepter le chômage technique en disant que c'est mieux que les licenciements ? A quand une véritable coordination de tous les chantiers ?

PCML La Ciotat

# 3e pacte national pour les patrons

Un pacte qui corrige les insuffisances du 2e, renforce les avantages du 1er

**L**ES pactes nationaux pour l'emploi se suivent, mais ne se ressemblent pas tout à fait. Au premier pacte (exonération à 100 % des charges sociales pour les patrons) succéda le second où les avantages étaient plus limités pour les entreprises. Le troisième pacte réinstalle tous les avantages du premier et même en rajoute.

Barre et le CNPF mettent bien en avant que ce troisième pacte offrirait une place à quelque 500 000 jeunes. Quoi de neuf ? Ils ont utilisé le même argument pour le premier, puis pour le second. Et en effet, addition faite, des stagiaires Barre, des apprentis et des jeunes dont l'embauche a dépendu de l'exonération de charges sociales, on arrive bien à 500 000 jeunes occupés pendant un moment.

Mais quelle variance d'un pacte à un autre ? C'est ce que nous allons voir, tout d'abord au niveau du coût.

Le premier a coûté 5 milliards aux contribuables, le second 2,5 milliards et le troisième coûterait 3,5 milliards. Dans cette comparaison il faut introduire les paramètres suivants : le nombre de jeunes payés et le montant de leurs salaires.

## L'APPRENTISSAGE

Premier pacte national : les patrons embauchant des apprentis étaient exonérés des charges sociales pendant les deux années de formation de leur apprenti.

Deuxième pacte : le pa-

tron est exonéré des charges sociales de son apprenti, à 50 % seulement et uniquement pendant un an à compter de la date d'entrée en apprentissage.

Troisième pacte national : le patron est de nouveau exonéré à 100 % des charges sociales de son apprenti et ceci pendant toute la durée de l'apprentissage.

## L'EMBAUCHE DES JEUNES

Premier pacte national : tout patron qui embauchait un jeune de moins de 25 ans, ayant terminé ses études ou sa formation ou son service militaire, depuis moins d'un an, était exonéré à 100 % des charges sociales de son salarié.

Deuxième pacte national : le patron doit remplir plusieurs conditions pour bénéficier de l'exonération des charges sociales, à 50 %, du jeune qu'il a embauché. Ce jeune devait être titulaire d'un diplôme ; le chiffre d'affaires du patron ne devait pas excéder 100 millions de francs par an et son entreprise ne devait pas comprendre plus de 500 salariés.

Troisième pacte national : l'exonération ne se monte toujours qu'à 50 %. Mais cette mesure s'étend maintenant jusqu'aux jeunes de moins de 27 ans, sortis depuis moins d'un an de l'école, de leur formation professionnelle ou de leur service national. Les restrictions sur le chiffre d'affaires, le nombre d'employés disparaissent.

## STAGES PRATIQUES EN ENTREPRISE

Premier pacte national : le patron qui embauchait un stagiaire dans le cadre des stages pratiques en entreprise était exonéré des charges sociales, mais il était obligé de donner une formation théorique (même bidon).

Deuxième pacte national : le temps du stage passe généralement de huit à quatre mois, avec 120 heures de formation. Le patron doit participer au coût de la formation. La rémunération du stagiaire est de 90 % du SMIC, 70 % payé par l'Etat et 20 % par le patron.

Troisième pacte national : les stages en entreprises demeurent de quatre mois. La rémunération est toujours de 90 % du SMIC, 70 % payé par l'Etat et 20 % payé par le patron, mais l'obligation de donner une formation saute.

Nathalie MILLOTIERS

## Culturel

### CINEMA DU TIERS MONDE

# La plus grosse production du monde: le cinéma indien

**L**ES cinémas d'Asie occupent une place importante dans le 1er festival des films du tiers monde de Paris. Sont représentés entre autres la Corée, le Sri-Lanka, les Philippines, l'Indonésie, la Thaïlande, la Chine et l'Inde. Méconnus en France, ces cinémas sont très riches. L'Inde a la première production cinématographique du monde. Le cinéma indien s'est affirmé très tôt, dès 1913. Il s'est d'abord affirmé à partir de la mythologie hindoue en réaction au colonialisme anglais puis a évolué dans un sens plus réaliste. Comment s'est faite cette évolution ? Nous allons vous raconter la grande histoire du cinéma indien.

C'est en 1913, à Bombay en mai, que le public découvrit le premier film inspiré de la culture indienne : *Haris Chandra*, réalisé par Dhandiraj Phalke.

Ce film était basé sur la mythologie hindoue. Auparavant, le public était habitué au cinéma importé d'Europe. L'Inde était colonisée par la Grande-Bretagne et n'obtint son indépendance qu'en 1947. Le cinéma indien est un des plus anciens du tiers monde. En réaction à la culture occidentale imposée par le colonialisme anglais, le thème principal des films indiens jusque dans les années 1930 fut la mythologie hindoue. Il faut dire que dès 1918, intervint la censure qui interdit « toute provocation au crime, nudité, scène d'amour et sujets politiques ».

En mars 1931, « *L'Impérial film company* » produisit le premier film parlant de fiction *Alam Ara*. Les films sonores prenaient la forme de drames musicaux. La grande majorité des films était composée de théâtre accompagné de chansons et de danses sur des thèmes mythologiques. A côté de ces films, d'autres œuvres reflètent une remise en cause de vieux préjugés et des structures sociales : Deydas, Admi et Dvniya Na Maney.

## PLUSIEURS CENTRES ET PLUSIEURS LANGUES

Dès les années trente s'affirment des centres régionaux de cinémas : Bombay, Poona, Calcutta et Madras. Dès le début du cinéma parlant, s'est posé le problème de la langue. Laquelle des dix-sept langues que compte l'Inde devait l'emporter ? A cette époque, les plus importants producteurs étaient *Bombay Talkies* ce qui explique la domination du hindi sur les autres langues.

Les cinémas de l'Inde du Nord avaient pour centre Bombay, Poona et

Calcutta. Le grand centre du Sud était Madras. Les films y étaient tournés en quatre langues. C'étaient des films à tendance mythologique et grand spectacle.

## LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Avec la guerre, l'importation de matériel cinématographique baissa et avec elle la production. Mais l'intérêt du public restait. En 1943, le gouvernement créa un organisme d'Etat, le « *Films Division* » pour produire des films d'actualité et documentaires.

Les films de cette époque reflétaient les tensions sociales en Inde. Avec la guerre et le marché noir, s'édifièrent de grandes fortunes qui commencent à s'investir dans le cinéma. Ce fut le début des grandes productions coûteuses et l'avènement du star-système. Cela consiste à baser l'intérêt d'un film uniquement sur un acteur très populaire qu'on paie avec un très gros cachet.



Le Néo-réalisme : En 1947, l'Inde est indépendante. Dans les années cinquante, sous l'influence du néo-réalisme italien, les thèmes du cinéma indien se rapprochent de la réalité. De cette époque, date la popularité de *Raj Kapoor*, acteur et premier producteur de Bombay.

1955, fut marquée par le succès mondial qu'obtint le premier film de *Satyajit Ray* : « *Pathar Danchali* ». Il est considéré comme le maître de la nouvelle vague du cinéma indien.

Dans les années soixante s'ouvrit le « *Film et télévision Institute* » de l'Inde, ainsi que le *Film Finance Corporation*.

Ces deux organismes contribuèrent à former et à financer de nouveaux réalisateurs : « *Bhuwan Shome* » de Mrinal Sen en 1969 fut produit par le *Film Finance Corporation*. Il marqua l'avènement de la « Nouvelle vague ». C'est un cinéma différent du cinéma commercial. Il n'utilise plus systématiquement les grandes vedettes. C'en est fini du style théâtral et mélodramatique. Les chansons font place à la musique de films. Le contenu de ces films se rapproche de la réalité. C'est un renouveau dans l'industrie cinématographique. Bien que plus marginal, ce nouveau courant ne peut manquer d'influencer le cinéma commercial. Un cinéma qui touche soixante-huit millions de spectateurs et qui a la première production du monde.

L.C

GRENOBLE

Nouvel attentat à la Bourse du travail



Un incendie criminel a été allumé vers 13 heures le vendredi 20 avril dans la salle de tirage de la CGT. Une intervention rapide des pompiers a permis d'éviter que l'incendie prenne des proportions importantes. Un stock important de papier a été détruit. Des machines (ronéo, offset) ont été détériorées. On se souvient qu'un attentat à l'explosif avait détruit le centre de tirage CFDT le 23 avril 1977. Les auteurs n'ont jamais été retrouvés. Dans un communiqué adressé au Dauphiné Libéré, la section de Grenoble du PCML s'élève contre ce nouvel attentat à caractère fasciste qui vise toute la classe ouvrière.

LA ROCHE-SUR-YON (VENDEE)

Rassemblement à l'appel de l'UL - CFDT de Montaigu

Correspondance de la cellule des cent fleurs du PCML.

**M**ERCREDI dernier à 18 h 30 a eu lieu un rassemblement à l'appel de l'UL-CFDT de Montaigu et du syndicat HA.CUL.TEX-CFDT du secteur. Il avait lieu au champ de foire à l'Herbergement.

Deux cents personnes y assistaient. Elles ont protesté contre le licenciement d'un membre titulaire du comité d'entreprise des anciens établissements Bouyer-Chaussure à l'Herbergement.

Il s'agissait aussi, comme le soulignait justement Guy Doucet, secrétaire de l'UL de Montaigu, de protester contre toute répression anti-syndicale.

Plusieurs exemples locaux de répression antisyndicale ont été cités : à la Bruffière, à Tiffauges, à Saint Fulgent et à la Copechagnière dans le haut bocage, région la plus industrialisée de la Vendée.

Cette répression frappe les militants de la CFDT. Avant la prise de parole, les deux cents personnes avaient participé à une manifestation.

Les ouvriers du souterrain des chantiers gare du Nord, lots 6 et 7 du RER

**Pourquoi nous luttons depuis un mois ?**

Extrait d'un tract de la CGT.

« Pour gagner notre vie ? ... Ce n'est pas original : tout le monde lutte pour gagner sa vie !  
 « Nous, nous luttons pour gagner notre vie sans en mourir !  
 « Le machinisme moderne n'a en rien diminué la fatigue ni la longueur des postes. La poussière de l'air qui fait saigner du nez à toutes fins de postes, les gaz d'échappement des engins, la boue, le bruit font d'un

chantier important de souterrain, comme celui du RER, un véritable enfer pour celui qui y travaille 8 heures ! (...)

« Pour gagner sa vie il faut obligatoirement faire de la prime... et donc crever ! C'est pourquoi nous avons tant de morts et de blessés tous les ans ! C'est pourquoi souvent un mineur de 35 ans en paraît 50. (...)

« Nous ne voulons plus de prime de rendement... Mais un taux horaire correct avec des conditions de travail normales qui préservent la santé et la dignité des travailleurs (...)

« Tous, Français et immigrés, nous vous demandons de nous aider à faire cesser le scandale actuel des ouvriers du souterrain qui sont aussi des travailleurs manuels, dont on parle tant ! (...)

« Faites connaître notre situation dont les moyens d'information officiels ne parlent pas, bien que nous soyons 400 en grève depuis un mois ! »

**FOYER SONACOTRA DES ULIS Menaces pour les résidents**

Extrait d'un tract du comité des résidents et du comité de soutien

Par jugement du 22 mars 1979, le tribunal d'instance de Palaiseau :

- 1) Autorise la résiliation du contrat d'hébergement ;
- 2) Autorise l'expulsion du foyer Sonacotra des Ulis ;
- 3) Condamne 22 résidents du foyer à payer la totalité des arriérés majorés des intérêts de droit à compter du 3 janvier 1979.

Si les résidents ne payent pas, ils seront poursuivis pour le paiement de ces sommes.

44 autres résidents du foyer ont reçu des lettres qui précisent le montant de leur dette. Sonacotra leur demande de reprendre les paiements et de s'entendre pour le règlement des arriérés. S'ils ne le font, ils seront assignés en justice.

**CHILLY-MAZARIN (REGION PARISIENNE)**

**Succès de la journée «portes ouvertes» au foyer Sonacotra**

Chilly-Mazarin, correspondant.

**P**LUSIEURS dizaines d'habitants de Chilly-Mazarin ont participé au meeting de soutien organisé par les résidents du foyer Sonacotra. Un mem-

bre du comité de soutien a, au cours de cette journée, parlé de la lutte qui dure depuis 1976 à Chilly. Il a dénoncé les décisions du tribunal d'Evry qui au « nom du peuple français » a ordonné la fermeture du foyer à partir du 1er mai. Il a expliqué que les formes d'organisation adoptées par les résidents (comités de résidents, Comité de coordination) avaient fait la preuve de leur efficacité et devaient être respectées par les organisations françaises. Il a appelé la population de Chilly-Mazarin à soutenir les résidents contre les menaces d'expulsion à partir du 1er mai.

Un membre du Comité de coordination a ensuite exposé les revendications des résidents.

Une visite du foyer a également eu lieu.

Les résidents appellent à participer à la manifestation des foyers de l'Essonne qui aura lieu samedi 28 avril à 10 h à Longjumeau (résidence La Rocade).

**DERNIERE MINUTE**

Plusieurs foyers Sonacotra de la région de Seine-Saint-Denis étaient assignés au tribunal de Bobigny le 24 avril pour expulsion.

Tous les procès de Saint-Denis ont été reportés au 29 mai (il manque certaines pièces au dossier...). Pour les autres procès (Montreuil, Tremblay), la décision sera rendue le 15 mai.

Pour le foyer des Ruffins à Montreuil, le tribunal a condamné les résidents à l'expulsion avant le 3 mai.

**AJACCIO L'imprimerie Grandval occupée**

La section corse du Parti communiste marxiste-léniniste communique :

**N**OTRE parti tient à apporter son soutien aux travailleurs de l'imprimerie Grandval qui luttent courageusement pour la réintégration d'un de leurs camarades licencié arbitrairement.

Il y a peu de temps encore, les travailleurs menaient une lutte durant un mois pour obtenir une augmentation de salaire acquise déjà dans toutes les autres imprimeries des Alpes-Maritimes et d'Ajaccio.

Aujourd'hui, le licenciement d'un délégué syndical et la menace contre d'autres employés mettent en valeur l'intransigeance du patron.

La solidarité populaire, le soutien financier sont aujourd'hui plus que nécessaires ; manifestons notre soutien aux ouvriers de l'imprimerie, c'est un élément de la victoire.

(Paru dans le Provençal corse du 24 avril 1979)

LEVALLOIS (RÉGION PARISIENNE)

Une rencontre ouvrière

Le comité de parti Manouchian, banlieue Nord-Ouest, organise une rencontre ouvrière le 26 avril de 18 h 30 à 22 h à Levallois Bourse du travail, 140, rue Marius Aulan à Levallois, métro Pont-de-Levallois - Bus 135, 167.

- Horaires de la rencontre :
- 18 h 30 : montage diapo sur l'immigration, débat.
  - 20 h : solidarité avec les sidérurgistes, intervention d'un journaliste de l'Humanité rouge, discussions.
  - 22 h : intervention de clôture.

**Aux «Herbes Sauvages», vous trouverez**

Des nouveautés :

- Histoire du MCI (Tome 2) - E-100
- Lexique politique de la Chine contemporaine - E-100
- Munich 1938. De la capitulation à la guerre.
- Manuel de formation (du marxisme, du léninisme, de la pensée maozedong) - LCML Canada.

**APPEL DE L'ADMINISTRATION**

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.



Le No 53 de l'Humanité rouge bimensuel est paru. Il comprend un dossier réalisé par Pierre Marceau sur le 23e congrès du PCF : « Ce qui ne passe plus ».

Plusieurs pages font le point sur les luttes en cours à la veille du 1er Mai (sidérurgie, Solmer, téléphonie, Bretagne, Sonolor en région parisienne). La rubrique internationale comprend un article de réflexion sur la démocratie en Chine. Une présentation du mouvement communiste international. Annie Brunel a rencontré récemment une délégation du Kampuchea présentée comme « assassinée » par toute la presse.

Pierre Valsa s'est rendu au festival de Bourges, il ramène dans sa musette interviews, présentations de chanteurs, etc.

Un numéro à diffuser pour le 1er Mai.

L'Humanité rouge bimensuelle est parue

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
 PRÉNOM .....  
 Lieu de travail .....  
 Adresse .....  
 Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

**l'humanité rouge**

Directeur politique : Jacques Jurquet  
 Rédacteur en chef : Jean Quercy  
 Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
 Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
 L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
 BP : 61 75861 Paris cédex 18  
 CCP : 30 226-72 D La Source  
 Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne  
 Commission paritaire No 57 952  
 Distribution NMP  
 Imprimerie La Nouvelle  
 Dépôt légal 2eme trimestre 1979

SNCF

# Je roule et je vous roule pour les monopoles

Table ronde avec des employés de la SNCF

- Q : Comme dans les autres secteurs de l'économie, on parle beaucoup en ce moment de restructuration à la SNCF. Quelles en sont les grandes lignes et, quels buts poursuivent gouvernement, patronat et dirigeants SNCF ?

Alain : Les patrons agissent aujourd'hui par rapport à l'expérience qu'ils ont depuis la nationalisation et en fonction de leurs besoins, de la technologie, etc.

Le contrat d'entreprise signé le 7 mars dernier n'est que l'accélération de l'évolution en cours depuis de nombreuses années.

René : La SNCF n'échappe pas au contexte actuel, celui de la crise du capitalisme : restructurer est pour elle, pour ceux qui la dirigent, une nécessité vitale s'ils veulent se maintenir et prospérer.

Alain : Pour le comprendre, il faut jeter un bref regard en arrière.

## UNE NATIONALISATION POUR LES BESOINS DES MONOPOLES

Avant le 1er janvier 1938, date de la nationalisation, il y avait plusieurs grandes compagnies qui avaient chacune leur façon de faire circuler les trains, leur signalisation, leur tarification, etc. cela constituait un obstacle, une difficulté à la rapidité des transports notamment ceux des matières premières et des produits finis : il fallait aux monopoles, pour que la réalisation de la plus-value se fasse le plus vite possible, qu'ils aient la haute main sur les transports pour rationaliser et unifier ; il leur fallait une infrastructure plus légère et unifiée. Je pense que c'est là qu'il faut chercher le sens profond de la nationalisation.

Yves : Ça, c'est intéressant. Ça concorde avec la dénonciation que faisait à l'époque le PCF des nationalisations : un renforcement du pouvoir des monopoles.

Alain : Aujourd'hui, c'est une opération du même genre à laquelle nous assistons mais les besoins des monopoles sont un peu différents.

Simon : Ce qui se passe en ce moment est la suite logique de ce qui s'est passé il y a quelques années, lorsque l'Etat a demandé à la SNCF de se gérer elle-même, on a commencé à entendre parler de déficit.

## UN DÉFICIT... PAS POUR TOUT LE MONDE

**F**IN mars, une table ronde de discussion sur les problèmes cheminots s'est tenue dans la région de Fos. A l'initiative de l'Humanité rouge, elle a réuni autour du correspondant local du journal, cinq cheminots : Yves, Simon, Alain, Jean-Pierre et René de différentes gares de la région ; certains sont militants syndicalistes CGT ou CFDT et d'autres non-syndiqués. Voici l'essentiel de la première partie de la discussion (nous publierons ultérieurement la deuxième) où est abordée la question des conséquences de la restructuration pour les cheminots.

Le déficit, ça permet aux patrons de refuser les revendications salariales ; c'est un prétexte pour dire : « Il faut chercher des solutions », enfin ça permet de diminuer les effectifs. Pour qu'il n'y ait plus de déficit, il faut équilibrer le budget : les recettes ne s'accroissent pas, il faut donc diminuer les dépenses. Et en fait, comme seuls l'équipement et le personnel sont compressibles...

Si on suit cette logique, en supprimant tout le personnel, il n'y aura plus de déficit du tout...

Ce fameux déficit il vient d'une part des cadeaux faits aux monopoles : sous-tarifications, redevances, bonifications, etc. On ne sait pas combien les gros utilisateurs paient en définitive car la taxation est centralisée pour eux à Paris...

Jean-Pierre : Pour ce qui est des cadeaux, il y a l'exemple de Fos-Graveleau : les wagons de conteneurs restent en moyenne trois jours sur les voies ; ça fait 720 millions de stationnement par an ; eh bien personne ne paie rien du tout !

Simon : Pour la Solmer, à Fos-Coussoul, c'est 20 millions par mois...

Jean-Pierre : Ils paient ou pas ?

Simon : Comment le savoir ? Nous, en tous cas, on ne voit rien...

Outre ces cadeaux, le déficit provient d'une mauvaise gestion : par exemple, il y a quelques années il avait été demandé de refaire les 18 ou 19 gares sur la ligne Nîmes-Le Vigan, ça a traîné, puis l'argent est arrivé... après la fermeture de la ligne ! Et les gares ont été refaites !!

- Q : Aujourd'hui, quelles sont les mesures précises envisagées ?

René : Il y a des différences selon qu'il s'agit du transport-voyageurs et du transport-marchandises...

- Q : Qu'est-ce qui est le plus important ?

Alain : Les chiffres des recettes ne veulent rien dire à ce niveau puisque, on le voit, les

gros ont des sous-tarifications et qu'on ne sait pas comment ni combien ils paient...

René : Ce qui est directement intéressant pour les monopoles c'est, on vient de le voir, le transport des matières premières et des produits finis.

## LE RAIL AU SERVICE DE QUI ?

Là, il est prévu de conserver, d'améliorer la structure ferroviaire, là on n'a pas peur d'investir : lorsqu'Esso, Solmer, Ugine-Acier et Pechiney se sont installés à Fos, on a créé le complexe ferroviaire du Golfe de Fos ; aujourd'hui, alors que le trafic augmente à Fos et à Port-St-Louis (port conteneurs, expédition d'automobiles à l'exportation),

il est prévu de raccorder les deux gares entre elles et d'électrifier le tout jusqu'à Miramas le centre de triage.

Pour le trafic des petites marchandises, le trafic diffus ce n'est pas la même chose...

Jean-Pierre : Le commerçant qui voudra faire des petites affaires par wagon n'y arrivera plus, on supprime les points de desserte jugés « non-rentables » comme dans la région du Mans ; celui qui fera des trains complets, on lui fera un chemin de fer pour lui tout seul et pour pas cher !

René : Quant au transport voyageur, on rentabilise au maximum : suppression des petites lignes, hausses importantes des tarifs, suppressions de certains tarifs avantageux pendant les périodes de pointe... L'accent est mis par contre sur les trains de luxe type TEE comme le Mistral ou sur le TGV.

Enfin, le transport des colis est passé au Sernam qui n'est plus la SNCF, bien que celle-ci s'en défende, mais une filiale de plus en plus juteuse pour certains...

Jean-Pierre : Ce sont les usagers qui vont faire de plus en plus les frais de cette politique, lignes supprimées, arrêts supprimés, transports plus chers...

Simon : Par exemple, la ligne omnibus Cannes-Ranguin qui est à la charge aujourd'hui de la collectivité locale.

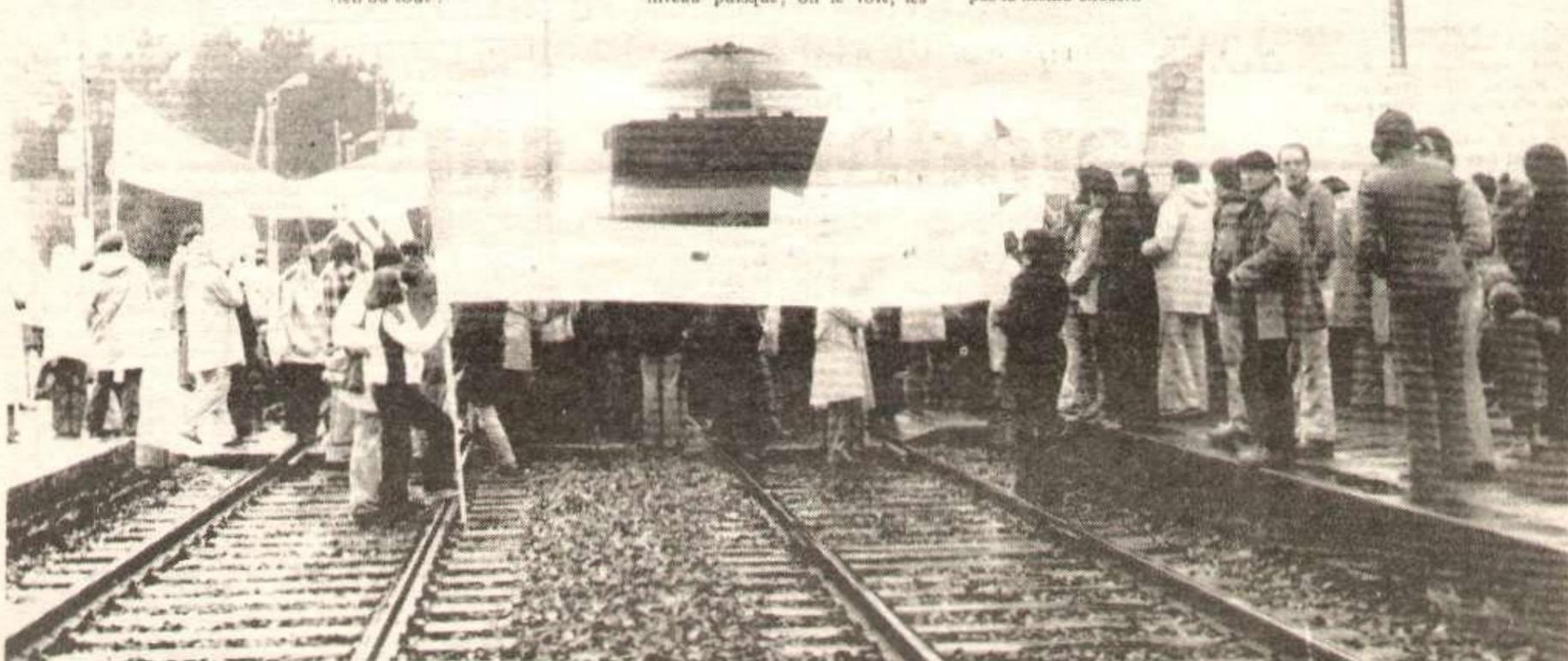
Alain : On peut dire que là où il subsiste des rails utiles aux monopoles, on fera circuler des trains voyageurs - chers - mais que là où les monopoles n'ont pas d'intérêts, les gens voyageront comme ils pourront. D'où des régions entières désertées par le chemin de fer comme l'Ardeche.

- Q : A travers ce que vous dites, il apparaît que la SNCF n'est pas un service public...

Simon : Non. D'ailleurs, dans les écoles SNCF, on nous apprend aujourd'hui qu'elle n'est pas un service public mais une entreprise commerciale comme une autre...

Alain : A cette différence qu'une entreprise commerciale cherche à faire le plus de bénéfices possibles, à s'agrandir, etc. Ici la SNCF est soumise aux monopoles, les gros utilisateurs sont en même temps ceux qui la dirigent.

René : Il n'y a pas de politique des transports au service du public, parce que les monopoles dirigent, c'est une utopie de parler d'un service public dans le système actuel... Où on sert les patrons, où on sert les travailleurs, le peuple...



1978 et 1979 ont vu l'apparition de la lutte des usagers du train. La politique de la SNCF qui ferme des voies et supprime des arrêts est directement remise en cause. Ci-dessus, un blocage de train à Plouaret dans les Côtes-du-Nord. (Photo HR)